

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sarkozy et Fillon se partagent les rôles : "la  
pédagogie de la dette"

# La "faillite" selon Fillon

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 7 novembre 2007

---

Démocratie & Socialisme

---

**L'un fait dans le global, l'autre dans le " détail ". Dans son discours à l'Onu le 25 septembre, le premier propose de faire de l'énergie un " bien commun " de l'humanité, le second se charge des modalités pratiques de la privatisation de GDF.**

Sarkozy ferme les robinets et Fillon s'indigne que la baignoire se vide. Sarkozy diminue de 15 milliards d'euros (annuels) les impôts des plus fortunés et Fillon s'étonne que la dette publique augmente. Ensemble, ils se préparent, une fois passées les municipales et les cantonales, à ouvrir d'autres robinets, ceux de la TVA dite "sociale", de la CSG, de la CRDS. Les robinets des impôts qui épargnent les nantis mais frappent le salariat. Cette droite qui se prétendait " décomplexée " a, en réalité, un budget caché.

L'un rit, l'autre pleure. Le premier affirme que la France atteindra 3 % de croissance en 2008 alors que l'Union européenne entrevoit à peine 1,9 % ; le second assène, fin septembre, devant une assemblée d'agriculteurs corses : "Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier".

## "L'échec d'un système"

Fillon enfonce lui-même le clou : " Nous sommes devant l'échec d'un système ". Il a raison mais qui porte la responsabilité de cet échec et quel est ce système ? A l'évidence, c'est la droite qui porte la responsabilité de cet échec. Elle est au pouvoir depuis cinq ans. Sarkozy a été ministre (numéro deux) de tous les gouvernements Raffarin et de Villepin, Fillon a été ministre de tous les gouvernements Raffarin. Fin 2000, avec le gouvernement de la gauche plurielle, il n'était pas question de déficit puisque le débat faisait rage sur l'utilisation de " la cagnotte publique " : un excédent fiscal de 40 milliards d'euros. Le solde du commerce extérieur était excédentaire de 10 milliards d'euros en 2002 ; en 2006, il est déficitaire de 29,2 milliards d'euros.

Ce système c'est celui qui consiste, dans un premier temps, à diminuer les impôts des riches et, dans un deuxième temps, à leur emprunter, pour équilibrer le budget, les sommes qu'ils n'ont pas eu à payer sous forme d'impôt. Après cette transmutation de l'or en plomb il ne reste plus qu'à payer les intérêts de ces emprunts. Ces intérêts sont colossaux puisqu'ils ont pour assiette la dette publique qui est la somme des déficits annuels cumulés. Les intérêts de la dette publique obligeront l'Etat à verser 42 milliards d'euros aux rentiers en 2008, le deuxième poste budgétaire de l'Etat, juste après l'Education nationale. Sans ce système particulièrement pervers et les intérêts qu'il génère, Fillon n'aurait donc pas à regretter d'être à la tête "d'un Etat qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans". Le budget serait, en effet, en parfait équilibre puisque le montant du déficit prévu en 2008 est exactement du même montant (42 milliards d'euros) que la somme que l'Etat devra déboursier pour payer les intérêts de la dette publique.

La conclusion n'est pas bien difficile à tirer : pour rembourser la dette publique sans s'attaquer à la fonction publique ou à la Sécurité sociale, il faut revenir sur toutes les baisses d'impôts qui ont favorisés les plus fortunés. Il faut aussi baisser les taux d'intérêt et pour cela modifier le rôle et les statuts de la Banque Centrale Européenne.

## La France est bien loin de la faillite

Certes, Fillon s'est empressé de modérer ses propos en prétendant que le terme de faillite qu'il venait d'employer n'était qu'une " image " et que "n'importe quel chef d'entreprise, n'importe quel chef de famille, n'importe quel agriculteur comprend qu'on ne peut pas continuer à emprunter pour financer des dépenses de fonctionnement ".

Passons sur le fait que pour Fillon il existe toujours des "chefs de famille". Passons aussi sur le fait que n'importe quel chef d'entreprise comprend aisément que la meilleure solution pour équilibrer ses finances n'est pas de faire cadeau des sommes que lui doivent ses débiteurs. Mais surtout, la France n'est pas l'Argentine. Les fonctionnaires sont payés. Même si leurs taux se réduisent, les dépenses de santé sont remboursées et les pensions de retraites sont versées. Un Etat en faillite serait un Etat à qui personne ne voudrait plus prêter d'argent puisqu'il serait sûr de ne pas être remboursé. Ce n'est absolument pas le cas, aujourd'hui, de la France. Les titres de sa dette publique n'ont aucun mal, bien au contraire, à trouver acquéreur. Tous les économistes sont unanimes sur ce point.

Contrairement aux cris d'orfraie de la droite, la situation financière de la France n'est pas différente de celle des autres pays riches. Pour les économistes Jérôme Cree, Mathieu Plane et Henri Sterdyniak "Faut-il réduire la dette publique ? Faut-il réduire les dépenses publiques ? ", la dette publique (au sens du traité de Maastricht) "reste en dessous du niveau de la zone euro (71 %), approximativement au niveau de l'UE (65 %) ou des Etats-Unis (65 %), nettement en dessous du Japon (159 %) " Après avoir examiné la dette nette (la dette brute moins les actifs financiers détenus pas les administrations) ils constatent qu'avec 47 % de son PIB, la France est "nettement en dessous de la zone euro (57 %), un peu dessous de l'ensemble de l'OCDE (48 %) et des Etats-Unis (47 %) ". Et ils concluent : " Il n'y a donc pas de singularité française ".

Alors pourquoi tout ce tintamarre de Fillon ? Tout simplement parce qu'il applique ce que la droite appelle "la pédagogie de la dette ". C'est une pédagogie qui se déroule en trois étapes. Les deux dernières étapes viennent d'ailleurs d'être théorisées publiquement par Nicolas Sarkozy lui-même.

Première étape : on creuse le déficit. Ce n'est pas difficile, il suffit de diminuer les impôts des riches ou d'empêcher toute augmentation des cotisations sociales patronales.

Deuxième étape : on fait donner l'aviation (les grands médias) qui pilonnent les positions de l'adversaire en martelant quotidiennement, le caractère " abyssal " et " insoutenable " de ces déficits. La déclaration de Fillon se situe clairement dans la phase aérienne de l'offensive.

Troisième étape : on lâche l'infanterie. C'est-à-dire que la droite essaie de faire voter des lois qui s'attaquent aux droits de tous pour satisfaire (momentanément) l'appétit du patronat et des rentiers : TVA sociale, contre-réforme des retraites, de la fonction publique, de l'assurance-maladie...

## Les finances de la grande majorité des habitants de notre pays se portent mal

C'est sur ce malaise que s'appuie Fillon pour tenter de faire passer son idée de " faillite ". Mais si les finances de la grande majorité des habitants de notre pays vont mal c'est parce que celles d'une toute petite minorité de la population prospèrent insolemment.

La dernière étude de Camille Landais (Ecole d'économie de Paris) s'intéresse à la vraie richesse, non pas aux 10 % des revenus les plus importants mais aux 1 %, aux 0,1 % ou aux 0,01 % des revenus les plus élevés.

Il constate ainsi qu'entre 1998 et 2005, les 1 % des revenus les plus élevés ont augmenté de 19 % ; ceux des 0,1 % les plus élevés de 32 % ; quant aux 0,01 % des revenus les plus importants, (35 000 foyers fiscaux), ils se sont accrus de 42,5 % ! Pour la même période, le revenu moyen par foyer n'a augmenté que de 5,9 % et le revenu des 90 % des foyers les moins riches n'a augmenté que de 4,6 %.

Nous sommes dans une société où les riches sont de plus en plus riches et de moins en moins nombreux et les pauvres de plus en plus pauvres de plus en plus nombreux. Ceci expliquant d'ailleurs cela : c'est le principe des vases communicants. Les 0,1 % les plus riches ne s'enrichissent que parce que le restant de la population s'appauvrit. Toute la politique mise en oeuvre par Sarkozy et Fillon est faite pour que cette fracture sociale s'élargisse toujours plus au profit des plus fortunés, les 0,1 ou les 0,01 % de la population, dont ils défendent avec acharnement les intérêts.

Selon le Connaissance de l'Emploi, des Revenus et des Coûts (CERC Association), le revenu salarial stagne en France depuis vingt-cinq ans. Pourtant, dans le même temps, la qualification de la main-d'oeuvre n'a cessé d'augmenter. " A structure de qualification constante, le salaire net moyen a connu une perte de pouvoir d'achat comprise entre 4 et 8 % pendant la période 1978-2005. Le niveau de vie des ménages dont le salaire est le seul revenu s'est, en vingt ans, effondré par rapport à ceux disposant d'un patrimoine. En proportion des salaires, la part des revenus du patrimoine a plus que doublé au cours de ces 25 dernières années ".

Le total des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France est passé en un an de 200 milliards à 280 milliards. Ces 500 plus grosses fortunes représentent aujourd'hui 15 % du PIB contre 6 % il y a 10 ans. Entre 1997 et 2007, elles ont triplé et progressé trois fois plus vite que la richesse nationale. La plus grosse fortune professionnelle française, celle de Bernard Arnault (société LVMH), est passée, en 10 ans, de 3,3 milliards à 23 milliards d'euros.

Alors que les salaires stagnent, que les retraites et la Sécurité sociale sont attaquées de plein fouet, les entreprises du CAC 40 ont réalisé, en 2006, 100 milliards de profits contre 80 milliards en 2005. La tendance s'est encore accélérée au premier semestre 2007.

En 2007, les dividendes distribués aux actionnaires de ces sociétés représenteront entre 35 et 40 % des bénéfices nets contre 25 à 28 % en 2006. Le record est détenu par Accor dont le dividende s'est envolé de 157 % en un an. Que la DRH de ce groupe, Cathy Kopp, ait remplacé Gautier-Sauvagnac à la tête de la délégation du Medef dans la négociation sur " la modernisation du marché du travail " n'est donc sans doute pas sans signification.

**Jean-Jacques Chavigné**